

Les débuts du nouveau gouvernement Bayrou, « nouveau » relevant ici plus de l'usage langagier que d'un réel renouvellement politique quant parmi les 35 ministres, 19 proviennent du gouvernement Barnier précédent et que parmi les 16 autres on retrouve essentiellement celles et ceux qui ont incarné le Macronisme ces dernières années, Macronisme rejeté massivement dans les urnes lors des dernières élections législatives, (Mme Retraite à 64 ans et 49-3 E.Borne à l'Educuation, M.Darmanin à la Justice formant ainsi avec M. Retailleau un duo police-justice des plus extrêmes-droitières pour ne citer que les plus emblématiques sans oublier comme ultime provocation à la victoire du NFP aux législatives la présence de Manuel Valls aux outres-mers), les débuts donc de ce « nouveau » gouvernement continuent de mettre en lumière l'affaiblissement du Président Macron et de ses soutiens. La réforme des retraites, enjeu des pseudos négociations de couloirs à l'assemblée, est totalement désavouée. Injuste et imposée malgré la mobilisation massive des travailleuses et travailleurs, elle montre d'ores et déjà son inefficacité et sa dangerosité. Alors que l'âge minimum de départ en retraite n'a pour l'instant été repoussé que de 6 mois, à 62 ans et demi, le nombre de personnes de plus de 62 ans inscrites à pôle emploi a augmenté de 50%.

La CGT a clairement rappelé ses revendications lors la rencontre organisée par le premier ministre et la ministre du travail : nous demandons la tenue d'une conférence sociale, le retour immédiat à l'âge de départ de 62 ans, et à terme le retour de la retraite à 60 ans, la clarification du cadrage budgétaire (la retraite des fonctionnaires doit continuer à être payée par l'Etat et non par les salariées du privé !), la réintégration des 10 critères de pénibilités ainsi qu'un référendum ou le vote du parlement sur cette question afin de retrouver enfin le chemin de la démocratie.

Conscient-es que ces négociations sont biaisées puisque le Medef est en position de pouvoir bloquer toute avancée, nous savons que seul un rapport de force permettra d'obtenir, à terme, satisfaction : une retraite à taux plein à 60 ans, avec 37,5 annuités, la prise en compte de la pénibilité, des années d'études, des carrières hachées et une pension dont le montant ne pourrait pas être inférieur au SMIC que nous revendiquons, soit 2000 euros minimum pour toutes et tous et, concernant la fonction publique, qui reste calculée sur les 6 derniers mois de carrière.

Puisque nous abordons ici la question de la fonction publique : la CGT Educ'action 77 prend acte du recul sur les 3 jours de carence. La mobilisation massive du 5 décembre a montré au gouvernement l'importance du rapport de force en notre faveur. Quand 5,7 millions de personnes travaillent dans la fonction publique, bien souvent dans des conditions déplorables, mieux vaut éviter de vouloir encore dégrader leurs conditions de travail et les mépriser comme l'a fait Mr Kasbarian. La mobilisation sera toute aussi forte si le gouvernement s'entête à vouloir diminuer les indemnités journalières de 10%. Nous revendiquons l'abandon du jour de carence qui accroît les inégalités femmes-hommes et le maintien du niveau de prise en charge de ces indemnités !

Bien que non spécialiste des questions éducatives, Mme Borne s'est aventurée à quelques annonces visant à détricoter quelque peu la politique voulue par G. Attal montrant ainsi que même dans les rangs libéraux, les objectifs de ce dernier semblaient ubuesques. Ainsi, pas de suppression de postes, pas de groupe de niveaux en 4^e et 3^e, pas de DNB obligatoire pour accéder au lycée... Le ministère semble enfin recouvrer en partie la raison contrairement au Sénat qui vient de rejeter l'amendement devant mettre fin aux 4000 suppressions de postes dont près de 3000 dans le 1^{er} degré ! Cette navigation à vue pour l'ensemble des personnels est intolérable tant sur les moyens que sur les dispositifs !

Nous prenons acte de la volonté de recruter 2000 AESH mais nous nous interrogeons sur sa mise en œuvre. Nous savons toutes et tous ici les difficultés de recrutement concernant ce corps de métiers. La mobilisation du 16 janvier a montré la colère de ces personnels. Leurs revendications sont claires : augmentation des salaires, création d'un statut de la Fonction publique d'Etat de

catégorie B, abandon des PIAL et des PAS. C'est à ces conditions que l'Education Nationale pourra recruter !

Concernant l'académie de Créteil et le premier degré, les documents analysés lors du CSA faisaient apparaître 30 ETP de moins dont 4 pour la Seine-et-Marne. Nous refusons toute suppression de postes.

Avec 8789 emplois d'enseignants du 1er degré (y compris PSY-EN 1D, et enseignants 2D affectés dans le 1er degré d'après les chiffres fournis par les services du rectorat) pour 154 346 élèves prévus pour cette rentrée en Seine-et-Marne, nous serons pour cette rentrée à 1 enseignant pour 17,6 élèves quand la moyenne des pays de l'OCDE en élémentaire était l'année dernière de 1 enseignant pour 14,6 !

Le GT de lundi dernier nous laisse craindre de trop nombreuses fermetures de classes que sur le terrain les collègues craignent. Nous vous demandons donc d'écouter nos collègues et d'y renoncer. La ruralité, que Madame la Directrice Académique vous aviez érigé comme l'une de vos priorités pour le 1^{er} degré, pourrait, avec les restrictions budgétaires annoncées, être la grande perdante de ce CSA D avec notamment la disparition de l'indicateur à 25 la concernant. Madame la Directrice Académique, l'enjeu est trop important dans le contexte politique actuel pour abandonner cet indicateur et imposerait même de le renforcer !

La baisse démographique doit être l'opportunité de mettre en œuvre une réelle baisse du nombre d'élèves par classe et non au contraire le prétexte à d'énormes économies sur notre bien commun : l'Ecole publique. Cette baisse démographique annoncée, à relativiser toutefois pour notre département, doit aussi être l'occasion de développer une politique du remplacement efficace garantissant à toutes et tous les élèves ce à quoi elles et ils ont droit : une éducation de qualité tous les jours où elles et ils ont classe ce qui n'est malheureusement pas le cas dans notre département.

Seule une réelle baisse des effectifs par classe permettra de mettre en œuvre les pédagogies indispensables à la progression de chaque élève. C'est donc d'un recrutement massif dont nous avons besoin et pour se faire d'une revalorisation de la valeur du point d'indice à hauteur des pertes subies depuis plus de 20 ans (entre 2002 et aujourd'hui la valeur du point a augmenté de 14 % quand l'inflation sur la même période atteint plus de 47%).

Face aux attaques en règle contre la Fonction publique et l'Education nationale en particulier, la CGT Educ'action 77 appelle donc l'ensemble des collègues à se réunir en RIS ou en Assemblée Générale au plus vite afin de décider ensemble de la riposte à apporter.

